



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!



ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE : INTÉRÊT GÉNÉRAL OU DES MULTINATIONALES?

Alors que l'accord de libre-échange Canada-Europe (AECG) vient d'entrer en vigueur et que les trois amigos (Canada/États-Unis/Mexique) renégocient actuellement l'ALENA, plusieurs se demandent si ces accords visent vraiment à promouvoir l'intérêt général ou plutôt seulement les intérêts privés des multinationales? Officiellement, les accords de libre-échange ont pour objectif de faciliter les échanges commerciaux entre deux zones géographiques en éliminant certaines barrières commerciales, comme les droits de douane par exemple. En dopant la croissance et le PIB, ces accords nous promettent création d'emplois et amélioration de la qualité de vie. Qu'en est-il vraiment?

BRAVO!

UN CITOYEN AVERTI EN VAUT DEUX.

Grâce à vous, le Canada est prêt pour une nouvelle entente, soucieuse des droits sociaux et de l'environnement, basée sur la coopération et le respect entre les nations.

16

UN PARTAGE INÉGAL

Un PIB augmenté ne garantit pas une meilleure qualité de vie pour toutes et tous, bien au contraire! Au Canada, les deux milliardaires les plus riches possèdent autant que les 30% les plus pauvres, soit quelque 11 millions de Canadiennes et Canadiens.



15

VERS UNE ACCENTUATION DES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

Qui dit augmentation des échanges commerciaux dit intensification de la production, des transports, de l'extraction... tous ces facteurs qui ont un rôle majeur dans la crise climatique actuelle.

14

LES ENTREPRISES DÉMÉNAGENT

Les entreprises, dont l'objectif principal est la rentabilité, n'hésitent pas à délocaliser leur production dans les pays où les salaires sont plus bas pour maximiser leurs profits... c'est autant d'emplois perdus ici!

DES SIGLES À PROFUSION POUR SEMER LA CONFUSION

AECG (ou CETA) : Accord Économique et Commercial Global, signé avec l'Union européenne, est entré en vigueur de façon provisoire en septembre.

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain, signé avec les États-Unis et le Mexique. Entré en vigueur en 1994, une renégociation est actuellement en cours.

PTP : Partenariat transpacifique, signé avec 12 pays bordant l'Océan pacifique. Un accord de principe a été signé en octobre 2015.

10

INTERNET SOUS CONTRÔLE

Le renforcement de la propriété intellectuelle dans le domaine des nouvelles technologies de l'information, donne à ces entreprises un pouvoir accru dans le contrôle des données de l'internet.



11

LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS EN DANGER

Les accords de libre-échange ne prévoient aucune protection ou amélioration des normes de travail. Au contraire, face à une concurrence désormais mondiale, ce sont les travailleurs et travailleuses qui perdent au change.

12

ET L'ENVIRONNEMENT?

Aucune disposition contraignante, comme une sanction commerciale ou financière, n'est prévue pour protéger l'environnement et le climat.

13

DES NÉGOCIATIONS SECRÈTES

Les négociations des accords de libre-échange sont la plupart du temps tenues dans le plus grand secret. C'est un processus antidémocratique, approuvé par notre Parlement.

09

NIVELLEMENT DES NORMES PAR LE BAS

L'harmonisation des lois et règles (environnementales, sociales, etc.) se fera par un nivellement par le bas : on se contentera du plus petit dénominateur commun.

08

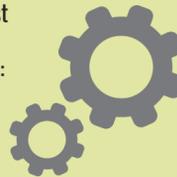
NOUS POUVONS AGIR : S'INFORMER

Certaines organisations disposent de nombreuses ressources en ligne sur les accords de libre-échange. Consultez notre encadré « Pour en savoir plus ».

07

UN ENGRENAGE PERVERS

Une fois qu'un secteur a été privatisé, le faire basculer à nouveau dans le secteur public est très difficile pour les gouvernements : c'est l'effet cliquet.



06

NOUS POUVONS AGIR : INTERPELLONS NOS ÉLU.E.S?

Nous pouvons agir : des pétitions circulent régulièrement pour interpellier nos élu.e.s. Gardez l'œil ouvert!

02

NOUS POUVONS AGIR : ACHETER LOCAL

Pour devenir consomm'acteur plutôt que simple consommateur, acheter local permet de soutenir le développement de l'économie locale. En plus, on économise les coûts, financiers et écologiques, des transports.

03

DÉTÉRIORATION DE NOS SERVICES PUBLICS

En limitant les capacités de nos gouvernements à réglementer les activités économiques de certains secteurs, le libre-échange menace directement nos services publics.

04

NOS ÉTATS AU TRIBUNAL?

Les tribunaux d'arbitrage international permettent aux entreprises de poursuivre les politiques publiques des États qui porteraient préjudice à leurs activités économiques.



05

VERS UN OLIGOPOLE ALIMENTAIRE?

La privatisation des semences menace notre souveraineté alimentaire, en permettant aux multinationales de l'agro-alimentaire de recevoir des redevances et de limiter l'usage de leurs semences.



POUR EN SAVOIR PLUS :

ATTAC Québec :
www.quebec.attac.org/

Réseau québécois sur l'Intégration continentale :
rqic.alternatives.ca/

01

LE MODÈLE AGRICOLE FAMILIAL EN PÉRIL

La concurrence accrue dans le domaine de l'agriculture menace notre modèle agricole familial, puisque seront favorisées les pratiques rentables, mais non durables!

DÉPART

Vous voulez savoir quels peuvent être les effets des accords de libre-échange? Alors essayez de vous rendre à l'arrivée pour découvrir les embûches que ces accords mettent sur notre chemin!



Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598